



HONGRIE

Veille santé et pharmaceutique Hongrie

Mai 2026

Secteur public

Le ministre de la Santé annonce une réforme profonde du système de santé

Le ministre de la Santé, Zsolt Hegedűs, a évoqué les grandes lignes de la réforme qu'il entend conduire afin de répondre à ce qu'il qualifie de « crise structurelle » du système de santé hongrois. Selon lui, le système souffre d'un sous-financement chronique, d'une organisation excessivement centrée sur l'hôpital, d'un manque de transparence et d'un affaiblissement progressif des soins primaires. Il a annoncé une augmentation progressive des financements publics de santé afin de rapprocher les dépenses hongroises des niveaux observés dans les autres pays du groupe de Visegrád.

La réforme s'inspire largement du modèle britannique du NHS, dont Hegedűs connaît le fonctionnement pour avoir exercé au Royaume-Uni pendant plus de dix ans. Elle vise à développer une approche davantage centrée sur le patient, la qualité des soins, la prévention et l'évaluation des résultats de santé.

Parmi les principales mesures annoncées figurent :

- la création d'un ministère de la Santé autonome, doté d'une responsabilité politique et budgétaire propre ;
- une augmentation progressive des financements du secteur, le gouvernement a évoqué un objectif d'environ 500 Mds HUF (1,25 Mds EUR) supplémentaires par an ;
- la transformation de la Caisse nationale d'assurance maladie (NEAK), qui retrouverait son ancienne dénomination d'Office national d'assurance maladie (OEP) ;
- la réforme de la Direction générale nationale des hôpitaux (OKFŐ) ;
- la création d'une autorité indépendante chargée du contrôle de la qualité des soins ;
- la création d'un Centre hongrois d'excellence clinique ;
- la mise en place d'un système indépendant de défense des droits des patients ;
- le développement de la transparence des indicateurs de qualité et des résultats des établissements de santé.

Le ministre a également indiqué que le gouvernement envisageait de supprimer progressivement le plafond d'activité hospitalière (TVK), mécanisme qui limite actuellement le financement des établissements au-delà d'un certain volume d'actes réalisés.

Le ministre souhaite également réorganiser en profondeur les soins primaires à travers la création de 164 centres intégrés de santé regroupant médecins généralistes, infirmiers, kinésithérapeutes et travailleurs sociaux. L'objectif est notamment de répondre à la pénurie croissante de médecins généralistes, plus de 1 000 cabinets étant actuellement vacants.

Pour réduire les délais d'attente, le ministère envisage une meilleure utilisation des capacités hospitalières, le développement des outils numériques, des mécanismes d'incitation à la performance ainsi que le recours ponctuel à des opérateurs privés, sans coût supplémentaire pour les patients.

Le ministre a également annoncé le rétablissement de l'adhésion obligatoire à la Chambre médicale hongroise (MOK) et la restitution des prérogatives retirées à cette institution ces dernières années.

Le futur ministère de la Santé devrait s'articuler autour de cinq secrétariats d'État :

- Dr László Buga : soins hospitaliers et soins spécialisés ambulatoires ;
- Dr Krisztina Porpáczy : soins primaires et soins intégrés ;
- Dr Zoltán Vokó : santé publique ;

- Dr Tamás Svéd : secrétaire d'État parlementaire (ancien secrétaire général de la Chambre médicale hongroise).
- Dr Lívia Ilku : secrétaire d'État administratif, chargée notamment de la coordination des questions administratives et pharmaceutiques.

Par ailleurs, un secrétariat d'État dédié à la santé numérique sera créé afin d'accélérer la modernisation des systèmes d'information et le développement de l'EESZT (espace électronique national de services de santé).

Le gouvernement prévoit également une restructuration importante des organismes sanitaires nationaux. Le Centre national de santé publique et de pharmacie (NNGYK) sera démantelé. Les missions pharmaceutiques seront transférées vers un nouvel Institut national de pharmacie (Országos Gyógyszerészeti Intézet) placé sous la direction de Zsuzsanna Szepezdi.

La fonction de médecin-chef nationale sera confiée à Beatrix Oroszi, épidémiologiste reconnue et spécialiste des questions de santé publique.

Afin d'accompagner la réforme, Hegedűs Zsolt a annoncé la création d'un conseil consultatif scientifique auprès du ministère. Parmi ses membres figurera notamment la prix Nobel de médecine Katalin Karikó.

Le ministre souhaite également renforcer les liens avec les professionnels de santé hongrois exerçant à l'étranger afin de mobiliser l'expertise internationale dans le processus de réforme.

Un ambitieux programme national de prévention annoncé

Lors de son audition parlementaire du 11 mai, le ministre de la Santé Hegedűs Zsolt a présenté plusieurs objectifs de santé publique à l'horizon des prochaines années, notamment l'augmentation de l'espérance de vie à 80 ans et une réduction de 10 % de l'incidence des cancers. Le gouvernement prévoit également de renforcer les programmes de dépistage et de lancer de nouvelles campagnes nationales de lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, faisant de la prévention l'un des axes majeurs de sa politique de santé.

Débloccage de 16,4 Mds EUR de fonds européens

La Commission européenne a annoncé un accord politique concernant le débloccage de 16,4 Mds EUR de fonds européens précédemment gelés pour la Hongrie. Selon les orientations présentées par le gouvernement de Péter Magyar, une partie de ces financements serait consacrée à la modernisation des services publics, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. Parmi les montants annoncés, 4,2 Mds EUR devraient être alloués aux infrastructures, aux PME et aux services publics, y compris la santé, tandis que 2,2 Mds EUR seront destinés à l'éducation.

Transparence des données hospitalières

Le gouvernement hongrois a annoncé une réforme visant à renforcer la transparence du système de santé, avec la publication des données relatives aux infections hospitalières. Un décret prévoit la création d'une méthodologie nationale permettant de rendre publiques, établissement par établissement, des données validées sur les infections associées aux soins. La première publication officielle est attendue pour le 1^{er} septembre 2026. La réforme prévoit également la généralisation des enquêtes de satisfaction des patients, la publication d'indicateurs de qualité (délais de prise en charge, taux de survie, infections nosocomiales) ainsi qu'une obligation accrue de transparence envers les patients en cas de complication grave.

Audit national du système de transfusion sur fond de tensions autour du plasma sanguin

Le ministre de la Santé Hegedűs Zsolt a ordonné un audit complet de l'Office national de transfusion sanguine (OVSZ) à la suite de la démission de sa directrice générale. L'enquête portera notamment sur l'utilisation du plasma sanguin, les conditions de sa commercialisation et d'éventuels dysfonctionnements dans le secteur. Cette décision intervient dans un contexte de baisse du nombre de donneurs et de débats croissants sur le développement rapide du marché du plasma en Hongrie. Les autorités soulignent toutefois que l'approvisionnement des hôpitaux reste assuré et qu'aucune opération n'a été reportée faute de produits sanguins.

Le ministre de la Santé remet en cause le « décret sur les battements cardiaques »

Le ministre de la Santé, Hegedűs Zsolt, a critiqué le décret adopté en 2022 imposant aux femmes souhaitant interrompre leur grossesse d'entendre les battements cardiaques du fœtus avant l'intervention. Selon lui, cette mesure repose sur une décision politique davantage que sur des fondements scientifiques, aucune étude d'impact ou analyse bioéthique approfondie n'ayant été réalisée avant son adoption. Tout

en réaffirmant son attachement à la protection de la vie humaine, le ministre estime que cette réglementation devrait être réexaminée sur la base de critères médicaux et scientifiques.

Secteur pharmaceutique

Les enquêtes sur le marché des médicaments sans ordonnance se poursuivent

L'enquête lancée en février 2026 par l'Autorité hongroise de la concurrence (GVH) sur le marché des médicaments sans ordonnance (OTC) est toujours en cours. Cette procédure intervient dans un contexte de forte hausse des prix de certains médicaments courants en Hongrie, dont les prix auraient augmenté de 40 à 50 % entre 2020 et 2025.

La première enquête porte sur d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles liées à la mise en avant de certains produits dans les pharmacies. Le GVH cherche notamment à déterminer si des accords entre fabricants, distributeurs et réseaux de pharmacies ont pu favoriser certaines marques au détriment de produits concurrents équivalents et parfois moins coûteux.

Une seconde procédure vise à établir si certaines entreprises du secteur, notamment la chaîne de pharmacies BENU et le grossiste Phoenix Pharma, ont abusé de leur position dominante sur certains marchés locaux. Selon le GVH, ces sociétés occupent une position particulièrement forte dans plus d'une centaine de localités hongroises, ce qui pourrait avoir des répercussions sur les conditions de concurrence et les prix pratiqués.

Les conclusions de ces procédures pourraient conduire à des sanctions financières significatives ainsi qu'à une évolution des pratiques commerciales du secteur.

Secteur privé

Le secteur de la santé privée ralentit malgré une forte croissance du chiffre d'affaires

En 2024, les 30 principaux acteurs hongrois de la santé privée ont réalisé un chiffre d'affaires cumulé de 192 Mds HUF (environ 485 M EUR), contre 170 Mds HUF (430 M EUR) en 2023. Malgré cette croissance, la rentabilité du secteur continue de diminuer sous l'effet de la hausse des coûts et du ralentissement de la demande. Plusieurs acteurs estiment que le marché est désormais proche de la saturation et anticipent une phase de consolidation. Les investissements se poursuivent toutefois dans la chirurgie ambulatoire, les blocs opératoires et les technologies médicales innovantes. Les professionnels constatent par ailleurs une sensibilité croissante des patients aux prix et une diminution progressive des dépenses de santé privées des ménages.

Rachat d'Affidea par Medicare

En avril 2026, le groupe néerlandais Affidea Diagnostics B.V. a cédé sa filiale hongroise à Medicare Egészségközpont Zrt., avec l'autorisation de l'Autorité hongroise de la concurrence (GVH). Cette acquisition renforce la position de Medicare sur le marché hongrois de la santé privée, notamment dans les domaines du diagnostic et des soins ambulatoires.

L'opération intervient dans un contexte de consolidation du secteur, marqué par un ralentissement de la demande et plusieurs réformes publiques affectant les acteurs privés. En 2024, Medicare a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 92 M€, contre 27 M€ pour Affidea. Une période de transition de douze mois est prévue avant l'intégration complète des activités.

Cette acquisition confirme la tendance à la concentration du marché hongrois de la santé privée.

Sources : Economx, 24.hu, Nouvelle Gazette, HAC, MTI, Index, Telex, Portfolio, Népszava, HVG